Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/REPAS-REPUBLICAIN-DE-LA-SECTION-DE

REPAS REPUBLICAIN DE LA SECTION DE SAINT FONS FEYZIN SOLAIZE

nous avons besoin de faire élire de nouveaux conseillers généraux communistes

- Vie politique - Saint-Fons-Corbas-Feyzin-Solaize -

Date de mise en ligne : jeudi 2 décembre 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Chers camarades,

Au nom de la section du Parti communiste français de Saint Fons, Feyzin, Solaize, je vous souhaite la bienvenue à notre repas républicain et je vous remercie de votre présence.

La situation dans laquelle nous agissons est marquée par une crise sans précédant du système capitaliste.

Certains voudraient nous faire croire que l'origine de la crise réside dans les excès du capitalisme financier, que la faute reviendrait aux citoyens américains trop endettés qui, faute de pouvoir rembourser leurs crédits immobiliers, ont conduit à l'effondrement du système bancaire. On nous jette en pâture des Kerviel qui porteraient à eux seuls, la responsabilité de la crise financière. Sarkozy pérore sur le thème de la moralisation du capitalisme pour mieux masquer le caractère systémique de la crise, qui trouve son origine dans la surexploitation des travailleurs.



Ainsi, la part des salaires dans la richesse créée diminue sans cesse. En quelques années, 10 % des richesses créées ont été transférées du travail vers la rémunération des actionnaires et du capital soit 200 milliards supplémentaires qui passent chaque chaque année de la poche des travailleurs à celles des patrons.

Pour servir une rémunération de 15 à 20 % aux capitaux amassés, le patronat et les gouvernements ont engagé une véritable guerre contre les travailleurs et les peuples. La course effrénée aux profits s'accompagne de destructions d'emplois, de casses industrielles, de délocalisations, de chômage, plus d'un million de jeunes travailleurs sont sans

Copyright © Le Vénissian

emploi, c'est une honte. Cette politique suicidaire entraine une marginalisation massive de pans entiers de la population. Patronat et gouvernement usent et abusent de l'argument de la crise pour remettre en cause les acquis collectifs, peser sur les salariés, exiger toujours plus de précarité, de flexibilité de déréglementation.



Dans le même mouvement, l'état mobilise des milliards d'euros pour soutenir les banques et multiplie les exonérations sociale et les cadeaux au patronat.
Les conséquences de telles politiques sont désastreuses pour les salariés et le peuple de notre pays. Les chiffres officiels font apparaitre que 4,3 millions de salariés sont privés d'emplois en France. 650 000 emplois industriels ont été détruits pour la seule année 2009, Les femmes et les jeunes sont particulièrement frappés. Notre pays compte plus de 10 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit plus de 15 % de la population qui n'arrive plus à se soigne, se loger, se vêtir, sans parler de la culture et des loisirs. Et Sarkozy l'autre soir en a rajouté une louche, confirmant un nouveau tour de vis.

Les groupes français du CAC affichent des profits en hausse de 89,5% passant de 7 milliards en 2004 à 108 milliards en 2007 les dividendes versés aux actionnaires ont été multipliés par 13 entre 1984 et 2007, les revenus exceptionnels, stocks options, parachutes dorés et autre friandises ont augmenté de 55 % dans la même période. La politique engagée par Sarkozy et le gouvernement n'a d'autre objectif que de favoriser cette accumulation indécente des richesses, de plus en plus insupportable au peuple de notre pays

Au nom d'économies dictées par l'Europe, le gouvernement accélèrent la casse des services publics, il remet en cause la protection sociale, dans le seul objectif d'ouvrir le marché de la santé aux assurances privées. Partout en Europe et dans le monde, les gouvernements et le patronat ont recours aux mêmes politiques en utilisant les mêmes arguments pour imposer des reculs sociaux aux peuples. Ils s'appuient pour cela sur des instruments de domination qu'ils ont construits, de la banque mondiale au FMI. Il est pour le moins significatif de l'intégration des forces sociales démocrates à l'impérialisme et à ses politiques, qu'un social démocrate, Strauss Kahn, pour ne pas le citer, soit directeur du FMI et qu'il applique en toute conscience et le petit doigt sur la couture du pantalon les directives du grand capital et de l'impérialisme américain et que sans honte aucune, certains, et lui-même le premier, se verraient bien candidat à la présidentielle de notre pays.

L'union européenne et la quasi totalité des gouvernements, aux services des intérêts du capital, jouent un rôle déterminant voulant imposer un carcan institutionnel, la camisole de force aux peuples, au mépris de la démocratie

Copyright © Le Vénissian

et des choix du peuple français qui a rejeté le traité constitutionnel, Sarkozy a fait adopter par le parlement le traité de Lisbonne qui foule aux pieds notre souveraineté nationale.

L'Union européenne renforce encore son rôle d'impulsion des reculs sociaux, au nom de la concurrence libre et non faussée, de casse des services publics, au nom de la rigueur budgétaire, des politiques d'austérité que les gouvernements qu'ils soient de droite comme en France, en Allemagne ou en Grande Bretagne ou sociaux démocrates comme en Espagne ou en Grèce s'empressent de mettre en oeuvre avec zèle. Aujourd'hui cette Europe sous diktat de Sarkozy et Merkel imposent que les budgets nationaux passent à la toise européenne avant d'être soumis aux instances nationales. Il s'agit là d'un abandon fondamental de l'indépendance de la France

L'Europe est un mécanisme supra étatique qui a pour but de garantir le fonctionnement du mode de production capitaliste à l'ère de l'internationalisation du capital. Elle impose des mesures drastiques quand il s'agit de programmes d'austérité, mais jamais quand il s'agit de droits du travail, de droit de politiques sociales. L'Europe n'est que la protection du mode de production capitaliste.

Aussi la stratégie européiste de la "gauche"
 est complètement faussée : faire d'abord l'Europe puis lutter pour qu'elle soit sociale est une entreprise vaine. Quand une construction sociale oublie l'homme et quand l'homme ne se retrouve pas dans cette construction cela ne va pas loin. Il y a une contradiction fondamentale dans la logique du système européen : d'un côté le "besoin" d'être compétitif, qui créé des vulnérables et de l'autre, la nécessité de prendre en charge les faibles que le système produit. C'est la tâche des politiques sociales européennes : n'être qu'un alibi de l'Europe économique.

Ces politique sont de plus en plus insupportable aux peuples et des voix par millions s'élèvent pour les dénoncer. L'affrontement de classe s'aiguise partout dans le monde et en Europe, en France, en Grèce, en Espagne, en Irlande, au Portugal ou cette semaine 3 millions de portugais sur 10 millions d'habitants ont refusé le plan d'austérité dicté par l'Europe et le FMI. Là encore au mépris du peuple, ils se voient imposer des baisses de salaires, des reculs sociaux inimaginables.

En France, Le patronat et le gouvernement s'appuie sur la crise profonde du capitalisme pour imposer de nouveaux reculs sociaux. Le MEDEF exige de gommer d'un trait tous les acquis de la résistance et de la libération nationale du nazisme, des luttes populaires des cinquante dernières années, de mai 68 et de ses suites. Le gouvernement s'exécute, s'attaque à la retraite, à la protection sociale, au SMIC... Toutes les mesures prises le sont pour permettre aux plus riches de s'enrichir encore et de faire payer la note au peuple et aux travailleurs. Au cours des dernières semaines Les français exaspérés ont majoritairement condamnée la réforme des retraites en participant massivement aux manifestations et les travailleurs en arrêtant massivement le travail. L'ampleur de la mobilisation, les exigences revendicatives élevées qui se sont exprimées dans les luttes, bousculent bien des données et des approches. Le contenu des objectifs revendicatifs, l'unité des travailleurs dans l'action, la construction de perspectives de transformations politiques, économiques et sociales, la radicalité du combat sont au coeur d'exigences nouvelles qui émergent avec puissance.

La bataille de la retraite, parce qu'elle est porteuse du rejet global de la politique du gouvernement et exprime l'exigence d'un autre choix de société démontre que les luttes sociales intègrent des dimensions politiques, que ces deux dimensions s'entrecroisent, se mêlent pour constituer le rapport des forces.

Dans ce contexte, le Parti socialiste, d'autres forces politiques et syndicales ont renvoyé la solution du problème des retraites à l'élection présidentielle en 2012, en agissant ainsi, ils ont voulu casser une dynamique combative. Elle correspond à la peur du mouvement social et de l'irruption des travailleurs dans le débat. Ils veulent entretenir l'illusion qu'une majorité de gauche suffirait pour changer la situation. Pourtant il convient de tirer les enseignements de notre histoire. 2002 lors du sommet européen de Barcelone, Chirac et Jospin ont accepté ensemble le recul de 5

Copyright © Le Vénissian

ans de l'âge de départ en retraite. Martine Aubry, devant l'ampleur du mouvement à fait rapidement volte face. Strauss Kahn félicite le gouvernement qui repousse l'âge de la retraite, allant jusqu'à affirmer que cela favorise la croissance.

Sur notre section les travailleurs de diverses branches professionnelles et particulièrement ceux de la chimie, les travailleurs de la raffinerie de Feyzin dont je salue ici la présence du délégué syndical CGT Michel Levastrou, qui ont lutté pendant plus de deux semaines contre cette escroquerie politique.

André Gerin, Député communiste de la circonscription, a dénoncé avec les autres députés communiste, à l'assemblée nationale, les buts recherchés par le gouvernement de dépecer tous les acquis gagnés dans les luttes confirmant que dans notre pays, toutes les avancées sociales majeures du siècle passé ont été acquises par la conjonction de deux réalité : Un puissant mouvement de luttes portant les revendications des salariés organisés par un syndicalisme fort, pour ne pas la citer une CGT, bien campée sur ces conceptions syndicales de classe et de masse et l'influence d'un mouvement ouvrier puissant dans lequel le parti, les militants, les élus communistes jouent avec d'autres un grand rôle.

Au delà de la défense du droit à la retraite, ce conflit porte l'expression d'un rejet massif de la politique et du cynisme du gouvernement sarkozyste, de la société capitaliste. En quelques mois, le niveau de conscience sur la nature du capitalisme a, à coup sur, montré, les capacités de résistance aussi comme en témoigne les luttes dans les entreprises autour de l'école publique, chez les étudiants et les lycéens,

Dans ce moment privilégié d'écoute et d'exigence populaire, n'est ce pas le moment au contraire de porter des propositions de rupture, d'un autre mode de production conduisant à une société nouvelle, le socialisme ? N'est ce pas le moment de porter fort la nécessité d'une organisation populaire, le PCF pour mener la bataille contre le capital ?

Le nouveau gouvernement de Nicolas Sarkozy est maintenant connu. François Fillon succède à Fillon François. C'est un gouvernement entièrement soumis au patronat et aux diktats financiers, nommé pour poursuivre et amplifier la politique de régression sociale et d'atteinte aux libertés contre notre peuple et notre pays.

Michel Mercier, Président du Conseil Général du Rhône, bénéficie en quelque sorte d'une promotion puisqu'il est nommé Ministre de la Justice. C'est sans doute une manière pour le Président de la République de le remercier pour la part qu'il a prise dans les basses oeuvres du précédent gouvernement, particulièrement la réforme des collectivités locales véritable machine de guerre contre la République, la démocratie et les services publics.

Les conseillers généraux communistes de Vénissieux, Marie Christine Burricand et Christian Falconnet dénoncent sans relâche la politique de droite menée dans le département par Michel Mercier et ses amis, lourde de conséquences pour l'insertion, l'aide sociale, la protection maternelle et infantile, les personnes âgées et handicapées, les collégiens et personnels du Conseil Général.Nous savons que cette politique va encore s'aggraver au détriment des populations.
Aux élections cantonales de mars 2011, A Saint Fons, Feyzin, Solaize et Corbas la section du Parti communiste présentera des candidats communistes. Roland Lebouar, et je serais au côté de Roland dans cette bataille, sera candidat pour battre Michel Mercier et la droite, nous avons besoin de faire élire de nouveaux conseillers généraux communistes, points d'appui aux mobilisations des populations pour défendre leurs droits et se faire respecter, pour créer les conditions de la rupture avec les politiques de casses des acquis sociaux menées au plan départemental comme au plan national.

Saint Fons, le 27 novembre 2010

Copyright © Le Vénissian



Copyright © Le Vénissian